# NOTE DETAILLEE

## Le regard des Français sur le droit de vote des résidents étrangers aux élections locales

Sondage *Harris Interactive* pour *La Lettre de la Citoyenneté*

*Enquête réalisée par téléphone du 4 au 7 novembre 2014. Echantillon de 1 008 individus représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, et région de l'interviewé(e).*

*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*

Depuis vingt ans, *La Lettre de la Citoyenneté* publie une **enquête barométrique pour suivre dans le temps le regard des Français concernant le droit de vote des étrangers résidant en France pour les élections locales et européennes**. Dans son état actuel, la loi ouvre aux ressortissants de l'Union Européenne le droit de vote aux élections municipales et européennes se déroulant en France, mais cela ne concerne pas les résidents étrangers issus de pays n'appartenant pas à l'Union Européenne.

La vague 2013 du baromètre avait été réalisée quelques heures après l'annonce par François Hollande que le droit de vote aux élections municipales et européennes serait étendu à tous les étrangers résidant en France après les élections municipales de 2014, conformément à l'engagement pris par le candidat du Parti socialiste pendant la campagne pour l'élection présidentielle de 2012. Au moment où Harris Interactive a réalisé, cette année, l'enquête, ce sujet semble s'être éloigné de l'agenda politique : il n'a plus été évoqué par l'exécutif depuis plusieurs mois.

***Que retenir de cette enquête ?***

- Une fois informés que les étrangers des pays de l'Union Européenne résidant en France ont le droit de vote aux élections municipales et européennes, **moins d'un Français sur deux (47%) se déclare favorable à l'extension de ce droit aux étrangers non-membres de l'Union Européenne vivant dans le pays**.

©2014 Harris Interactive SAS. Tous droits réservés.

- Ce chiffre correspond à un **nouveau recul** (-7 points) par rapport à la dernière mesure réalisée en 2013, qui avait elle-même déjà régressé (-5 points) par rapport au pic atteint en 2011 (59% favorables, soit la proportion la plus élevée recueillie depuis le début de ce baromètre en 1994).

- Si les Français sont de moins en moins nombreux à soutenir cette extension du droit de vote des résidents étrangers aux élections locales, cela n'est **pas dû à un revirement des sympathisants de Gauche** – qui restent largement favorables à cette idée –, mais à un **durcissement des opinions des sympathisants du Centre, de la Droite et du Front National**, de plus en plus opposés à cette réforme.

*Dans le détail :*

**Moins d'un Français sur deux se déclare favorable à l'extension du droit de vote aux élections municipales et européennes aux étrangers non-européens vivant sur le territoire français**

**47% des Français indiquent être favorables à ce que le droit de vote aux élections municipales et européennes ne concerne plus seulement les étrangers des pays de l'Union Européenne résidant en France mais soit étendu à l'ensemble des résidants étrangers**, y compris ceux non-membres de l'Union Européenne. 14% y sont très favorables et 33% plutôt favorables. A l'inverse, **44% se montrent opposés à cette proposition**, dont 22% tout à fait opposés.

Ce chiffre correspond à un nouveau recul prononcé par rapport à la dernière mesure réalisée en 2013 (54% favorables), qui avait déjà constitué une baisse par rapport au pic de soutien enregistré en 2011 (59% favorables). Au début de ce baromètre, moins d'un tiers des Français (32%) déclarait être favorable à cette idée. Peu à peu, cette proposition a progressé dans l'opinion jusqu'à devenir majoritaire et atteindre une adhésion de 55% en l'an 2000 et de 57% en 2003. Toutefois, cette adhésion n'a plus été majoritaire à deux reprises, la première fois à la suite des attentats du 11 septembre 2001 (avec une baisse de 15 points à 40%), la seconde fois après les émeutes de 2005, suite auxquelles les Français sont apparus divisés sur cette question (entre 45% et 51% de Français favorables de 2005 à 2009). **La mesure de 2011 avait marqué un pic de la courbe**, près de six personnes sur dix (59%) se déclarant favorables à cette hypothèse, dans un contexte marqué à la fois par une situation économique fragile et la mise à l'agenda de ce projet par la Gauche. Depuis le **début de quinquennat**

**de François Hollande**, qui s'était engagé sur ce projet dans le cadre de sa campagne électorale, le soutien des Français à cette mesure est donc en net recul, en 2013 (-5 points) puis en 2014 (-7 points).

Dans le détail, **les personnes âgées de 65 ans et plus apparaissent de plus en plus nettement opposées à cette réforme** : elles ne sont plus que 30% à soutenir l'extension du droit de vote à tous les résidents étrangers pour les élections locales, soit une baisse de 12 points par rapport à 2013. On observe globalement une baisse du soutien parmi toutes les tranches d'âge à l'exception des 25-34 ans (61%, soit +2 points), avec un deuxième recul consécutif chez les plus jeunes (61%, -9 points par rapport à 2013, après un précédent recul de -1 points entre 2011 et 2013). Une nouvelle fois, les membres des catégories populaires (51% favorables) semblent porter sur cette question un regard tout à fait comparable aux membres des catégories supérieures (47% favorables).

Politiquement, le recul du soutien parmi les Français **ne correspond pas à une érosion du socle favorable que constituent les sympathisants de Gauche** : qu'ils se sentent proches du Front de Gauche (70% favorables, soit +2 points), du Parti socialiste (73%, +1 point) ou d'Europe Ecologie Les Verts (73%, +1 point), ceux-ci sont tout autant voire davantage favorables à cette mesure qu'en 2013. En revanche, on observe une **radicalisation des sympathisants de l'UMP** (seulement 33% favorables, soit -4 points) **et du Front National** (16%, -17 points), tandis que les personnes proches du MoDem apparaissent moins nettement en soutien que par le passé (53% favorables, -soit 7 points).

*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*-*

***Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.***

**A propos de Harris Interactive**
Harris Interactive France est un acteur historique du marché des études.
Dirigé par ses fondateurs Nathalie Perrio-Combeaux et Patrick Van Bloeme, l'institut propose des approches innovantes, qualitatives et quantitatives, en France comme à l'international.
Animé par l'énergie de la passion, porté par l'innovation et convaincu que le marché est en pleine mutation, Harris Interactive accompagne ses clients face à leurs nouveaux challenges et repense avec eux le métier des études.
Depuis juillet 2014, Harris Interactive Europe (regroupant Harris Interactive France, Allemagne et UK) a rejoint ITWP (société mère de Toluna) permettant ainsi à ce groupe international d'étendre sa présence dans la filière études.

**Contact Harris Interactive en France:**
Laurence Lavernhe - 39 rue Crozatier – 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 – llavernhe@harrisinteractive.fr
Jean-Daniel Lévy –Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 – jdlevy@harrisinteractive.fr